

TURQUIE

L'activité économique se redresse vivement depuis le deuxième trimestre de 2009, grâce à de bonnes performances à l'exportation. Le PIB devrait augmenter de 6.8 % en 2010 et de 4.5 % en 2011. Néanmoins, les créations d'emplois ne seront pas suffisantes pour absorber l'augmentation rapide de la population active, et le chômage continuera de gagner du terrain.

Une gestion macroéconomique prudente a contribué à renforcer la confiance des agents économiques au niveau national et international. Les progrès réguliers accomplis en matière de transparence budgétaire devraient confirmer cette tendance. Des réformes du marché du travail s'imposent pour préserver la compétitivité et favoriser une croissance durable de l'emploi.

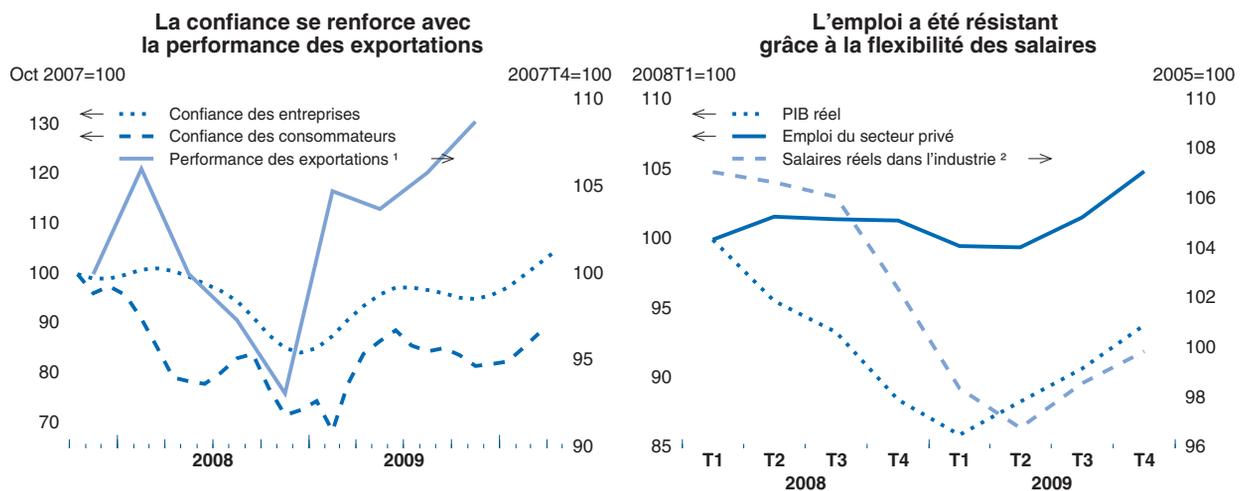
**Une reprise tirée
par les exportations
est engagée**

Le PIB a rebondi après le premier trimestre de 2009, grâce à la reprise de la croissance des exportations et de la consommation privée. Le mouvement de reconstitution des stocks s'est ralenti vers la fin de l'année, mais l'effet induit sur la croissance du PIB a été compensé par la vigueur de l'investissement privé et de la consommation des administrations publiques. L'emploi a augmenté, tant dans les zones rurales qu'urbaines, malgré la contraction de la production en 2009, en raison d'une rétention de main-d'œuvre généralisée facilitée par des baisses des salaires nominaux. Cela n'a cependant pas suffi pour compenser l'afflux régulier de personnes sur le marché du travail, alimenté par des facteurs démographiques et par les « deuxièmes apporteurs de revenus », qui s'est traduit par une hausse du chômage.

**Des tensions sont apparues
au niveau des prix
et du compte courant**

L'inflation globale a augmenté entre novembre 2009 et avril 2010, en raison de fortes hausses des prix de l'énergie, des impôts sur la consommation et des prix des produits alimentaires. En avril, elle

Turquie



1. Croissance des exportations/croissance du marché des exportations.

2. Salaires horaires dans l'industrie déflaté par l'IPC. Moyennes mobiles sur 3 trimestres.

Source : OCDE, base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 87 ; OCDE, base de données de Principaux indicateurs économiques, Turkstat et CBRT.

Turquie : Demande, production et prix

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Prix courants milliards de TRY	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1998)				
Consommation privée	534.8	5.5	-0.3	-2.4	5.7	5.8
Consommation publique	93.5	6.5	1.7	7.3	2.1	2.8
Formation brute de capital fixe	169.0	3.1	-6.2	-19.2	13.2	8.1
Demande intérieure finale	797.4	5.1	-1.3	-4.5	6.4	5.8
Variation des stocks ¹	- 1.8	0.6	0.3	-2.6	2.3	0.0
Demande intérieure totale	795.6	5.7	-1.0	-6.8	8.8	5.9
Exportations de biens et services	171.9	7.3	2.7	-5.4	8.4	8.8
Importations de biens et services	209.2	10.7	-4.1	-14.6	16.8	13.6
Exportations nettes ¹	- 37.2	-1.3	1.7	2.8	-2.1	-1.6
PIB aux prix du marché	758.4	4.7	0.7	-4.9	6.8	4.5
Déflateur du PIB	—	6.2	12.0	5.5	7.1	6.5
<i>Pour mémoire</i>						
Indice des prix à la consommation	—	8.8	10.4	6.3	9.5	6.6
Déflateur de la consommation privée	—	6.6	10.8	5.4	8.7	5.7
Taux de chômage	—	10.1	10.7	13.7	14.9	15.9
Balance des opérations courantes ²	—	-5.9	-5.5	-2.2	-4.5	-5.9

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE: Sources et méthodes*, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 87.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932313949>

s'établissait à 10.2 %, soit nettement au-dessus de l'objectif d'inflation de fin d'année. Par contre, l'inflation sous-jacente a reflué jusqu'en mars, avant d'augmenter légèrement. L'inflation globale devrait diminuer vers la fin de l'année, compte tenu de la disparition progressive de facteurs temporaires. Le déficit des paiements courants, qui avait reflué à 2.2 % du PIB en 2009, a recommencé à augmenter tandis que l'économie montait en régime. Ce déficit a toutefois été aisément financé grâce au rapatriement de capitaux turcs qui se trouvaient à l'étranger, et à des financements externes obtenus à de meilleures conditions.

La confiance des agents économiques reste forte grâce à une politique macroéconomique prudente

La situation budgétaire en données corrigées des variations cycliques (évaluée au moyen d'estimations en l'absence de comptes consolidés des administrations publiques) ne s'est que légèrement dégradée en 2009, bien que le déficit de base se soit sensiblement creusé parallèlement au recul de la production. Le budget de 2010 prévoit un resserrement de la politique budgétaire conforme au programme économique à moyen terme annoncé à l'automne 2009. Une règle budgétaire sera introduite courant 2010 pour étayer l'assainissement des finances publiques. La banque centrale a annoncé que les taux directeurs resteraient bas tant que persisterait la morosité dans l'économie, mais un retrait progressif des liquidités est prévu. Parallèlement à la montée en régime de l'économie, un relèvement des taux devrait avoir lieu. La confiance

internationale à l'égard du cadre de politique macroéconomique est solide. La prime de risque de la Turquie, qui était rapidement revenue à la normale après la crise financière mondiale, a encore diminué depuis l'automne 2009, et toutes les agences de notation ont révisé à la hausse leur évaluation des emprunts garantis par l'État. Au mois d'avril, la confiance des entreprises atteignait des niveaux associés à l'expansion économique. L'amélioration des conditions financières s'est poursuivie, en particulier pour les gros emprunteurs.

La compétitivité de l'économie influera sur ses perspectives d'évolution

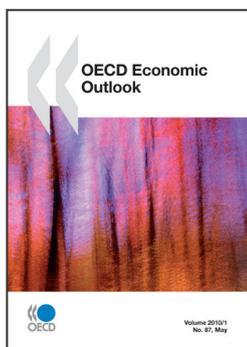
Les résultats à l'exportation jouent un rôle clé pour l'évolution cyclique de l'économie turque, malgré la part relativement faible du PIB représentée par les exportations. Le marché de l'Union européenne (UE) – qui est le principal marché d'exportation de la Turquie – reste atone, mais les exportateurs se tournent vers d'autres marchés (l'Asie, la Fédération de Russie, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient). L'utilisation des capacités demeure faible, mais l'investissement devrait augmenter si les résultats à l'exportation restent bons. L'appréciation persistante de la monnaie turque, malgré la vigueur de l'inflation, comprime les marges bénéficiaires des exportateurs, mais cet effet est compensé en partie par la modération des salaires et la capacité des entreprises à innover ainsi qu'à améliorer leurs conditions de livraison. Néanmoins, pour l'avenir, la préservation de la compétitivité-prix sera cruciale pour les performances globales à l'exportation.

La croissance de l'emploi passe par des réformes du marché du travail

Le chômage reste fort malgré l'accélération de la croissance et des créations nettes d'emplois. La réduction de ce taux de chômage élevé (qui s'établit à 17 % dans les zones urbaines et à 27 % parmi les jeunes travailleurs urbains) exige des réformes de fond du marché du travail. L'enjeu est de préserver la flexibilité prononcée du marché de l'emploi – qui existe aujourd'hui uniquement parce que les règles rigides en vigueur ne sont pas respectées – en réformant la réglementation. Faute d'une nouvelle législation du marché du travail plus souple, il sera difficile de créer des emplois de manière compétitive et durable dans des entreprises modernes, respectueuses des lois, financièrement transparentes et plus productives.

La croissance devrait rester forte

Le PIB devrait augmenter de 7.2 % en 2010 et de 4.9 % en 2011. Si la compétitivité et le dynamisme des exportations sont préservés, l'investissement et la croissance pourraient être plus forts que prévu. Toutefois, si les incertitudes préélectorales ou macroéconomiques sapent la confiance des agents économiques, ou si la compétitivité du secteur des entreprises fléchit, la reprise pourrait être plus faible qu'on ne s'y attend.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 1

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2010), « Turquie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-1-35-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.